

## « Leur situation et la nôtre » : réponse à André Pratte

Dans un éditorial de La Presse publié le 27 juin 2011, André Pratte dénonce l'alarmisme injustifié (selon lui) de Gilles Duceppe, qui déclarait que « si les Québécois et Québécoises ne bougent pas, d'ici 15 ans, inévitablement, on sera sur la même pente que les Franco-Canadiens et les Acadiens. C'est une assimilation fulgurante ». Pour André Pratte, Gilles Duceppe ne fait que rejoindre par cette déclaration les autres « prophètes de malheur » qui, tels Antoine-Aimé Dorion, Paul Bouchard ou Lionel Groulx, se sont tous trompés en prédisant la disparition du français au Québec. Pratte reconnaît cependant que Gilles Duceppe « a raison de déplorer l'assimilation fulgurante de la minorité française de la plupart des provinces du pays », mais que cette situation ne s'applique pas aux Québécois, puisque le fédéralisme canadien permet aux Québécois de compter sur leur propre gouvernement, leurs propres écoles, leurs propres universités, et d'avoir pris le contrôle sur leur économie. Il conclut ainsi, en parlant des francophones hors Québec, qu'il n'y « a aucune comparaison possible entre leur situation et la nôtre ».

Les francophones hors Québec avaient pris l'habitude depuis une cinquantaine d'années d'entendre les souverainistes québécois déclamer leur oraison funèbre. S'il n'est jamais agréable de se faire annoncer sa propre disparition, au moins les souverainistes québécois avaient le mérite de la cohérence : comme le fait français se meurt presque partout à l'extérieur du Québec, seule l'indépendance du Québec pouvait selon eux assurer la pérennité de la langue française en Amérique. Les fédéralistes, de leur côté, tenaient plutôt que les Québécois devaient rester au Canada, entre autres raisons pour ne pas « abandonner » les francophones du reste du pays qui seraient ainsi voués à une disparition accélérée. Bref, les fédéralistes se faisaient les défenseurs du rayonnement de la langue française d'un océan à l'autre.

Voilà maintenant que sous la plume d'André Pratte, l'assimilation des francophones hors Québec devient un argument pour vanter les mérites du fédéralisme! Il faut le faire! Évidemment, l'éditorialiste entend « fédéralisme » dans le sens précis de système politique qui permet l'autonomie des états fédérés dans leurs champs de compétence. En ce sens, le « fédéralisme » canadien permet effectivement aux Québécois d'avoir les « outils nécessaires à la préservation et au développement de leur culture ». Les francophones hors Québec, qui ont eux aussi leurs « écoles et leur culture », ne profitent cependant pas de protections similaires, d'où les difficultés qu'ils ont à assurer leur pérennité.

Pour en arriver à une telle conclusion, Pratte fait une distinction tranchée entre « eux » (les francophones hors Québec), et « nous » (les Québécois), comme s'il n'existait aucun passé commun, ni communauté de destin, ni institutions communes (comme Radio-Canada) entre les deux groupes. Que les fédéralistes québécois se désolidarisent maintenant avec une telle désinvolture des francophones hors Québec, comme l'ont souvent fait les souverainistes, est affligeant. « Sacrifier » les francophones hors Québec pour fonder un nouveau pays n'était sans doute pas la solution la plus agréable, mais au moins le projet des souverainistes avait un peu de panache. Le « sacrifice » des francophones hors Québec devait permettre la fondation d'un pays français en Amérique, bref, se disaient les souverainistes, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs... et on ne consulte pas les œufs.

Que nous offre aujourd'hui le fédéralisme québécois sous la plume d'André Pratte? D'une part l'aveu, presque candide, que le fédéralisme canadien est une faillite monumentale en ce qui a trait à la protection des minorités linguistiques de langue française au Canada. De l'autre, que le Québec doit *néanmoins* rester au Canada, parce que les pouvoirs *partiels* qu'il y détient ont assuré jusqu'ici la vitalité de la langue et de la culture françaises *dans cette province seulement*. L'éditorialiste peut-il nous expliquer pourquoi il ne poursuit pas le raisonnement? Si la mainmise québécoise sur une partie des pouvoirs politiques et économiques explique la vitalité de la culture québécoise, l'obtention de *tous* les pouvoirs ne serait-elle pas encore plus profitable à la langue et la culture française au Québec, *a fortiori* si le sort des francophones hors Québec ne compte désormais plus pour les fédéralistes québécois? Bref, pourquoi diable les fédéralistes québécois cassent-ils maintenant des œufs, s'ils n'ont pas l'intention de faire d'omelette?

**François Charbonneau**

Directeur  
Revue Argument